

EMPLOI FÉMININ, NATALITÉ ET TÂCHES MATERNELLES : COMPARAISON EUROPÉENNE

Henri Mendras

« **L**es femmes obtiennent ce qu'elles veulent ! ». Cette affirmation n'est pas une version moderne et machiste du vieux proverbe : « Ce que femme veut, Dieu le veut ». Non, c'est la thèse défendue par la spécialiste anglaise de l'emploi féminin Catherine Hakim. Elle explique par cet adage les façons extraordinairement différentes que les différents pays ont de régler le conflit que vivent toutes les femmes entre leurs tâches domestiques et leur activité professionnelle. La double journée de la mère de famille est un problème toujours non résolu de notre mode de vie. Les idées à ce sujet ont complètement changé : tout le monde, hommes et femmes, s'accorde à penser que les tâches ménagères doivent être partagées également entre les conjoints, même le soin des marmots n'est plus réservé à la mère et l'éducation des enfants est de plus en plus la responsabilité des deux parents. Malheureusement les statistiques, dans tous les pays, montrent que ces bonnes intentions ne sont pas suivies d'effets dans la vie quotidienne : c'est à peine si la part masculine dans le partage des tâches domestiques a augmenté de quelques minutes par semaine.

Dans la majorité des pays européens, hommes et femmes jugent que les femmes ont le droit d'avoir un emploi et même une carrière, mais c'est en France seulement et en Scandinavie que ce principe est mis en pratique : dans les années 1990, la quasi totalité des Françaises avaient un emploi ou en recherchaient un, et un emploi à plein temps. Certes ces emplois sont en moyenne moins bien rémunérés que ceux des hommes et les mères de familles réussissent moins bien dans leur carrière que les hommes et les femmes célibataires, mais ce n'est pas ici le propos. Dans les autres pays, un tiers des femmes en moyenne ont un emploi à temps plein et parfois un autre tiers un emploi à temps partiel, souvent réduit à quelques heures par semaine (en Angleterre notamment). Le bon sens conduirait l'observateur de Sirius à conjecturer que les Françaises ont peu d'enfants tandis que les Allemandes fidèles au 3 K (*Küche, Kinder, Kirche*) nourriraient des familles nombreuses ; de même des Italiennes du Nord et des Espagnoles du Nord qui ont le plus bas taux d'emploi et sont restées longtemps fidèles à l'Eglise catholique et son enseignement populationniste. Or les chiffres

Avril 2001

Revue de l'OFCE 77

révèlent le contraire : les taux de natalité français et scandinave sont plus élevés que les autres. Dans le Sud de l'Allemagne (la Bavière catholique), un quart des femmes atteint cinquante ans sans avoir d'enfant et le taux de remplacement est à peine supérieur à un : l'enfant unique paraît suffisant, de même dans le Nord de l'Italie et de l'Espagne. La Ligurie a le taux de natalité le plus bas d'Europe et jusqu'à présent les femmes ligures étaient très peu nombreuses à être en emploi : ce paradoxe n'est pas nouveau, paraît-il, jamais les Ligures n'ont porté plus d'un ou deux enfants. Le développement du tourisme leur a offert des emplois attractifs dans les années récentes et ainsi le paradoxe est moins flagrant.

En France, au contraire, la famille de deux enfants demeure le modèle et la moyenne. Les femmes sans enfant sont rares et les ménages stériles déploient de grands efforts pour adopter un ou plusieurs enfants. Le taux de remplacement est voisin de un et la population continue à augmenter par l'effet prolongé d'un *baby-boom* particulièrement fort. Très curieusement, c'est en France que les problèmes démographiques sont une préoccupation, pour ne pas dire une anxiété nationale. Chaque année, les chiffres de la natalité et de la nuptialité font la une des journaux télévisés et imprimés, et une année, une querelle subtile entre deux experts démographiques à propos de deux indices a pris les dimensions d'un problème politique majeur.

C'est sans doute en Suède que le débat a été le plus approfondi pour concilier les deux exigences contradictoires que sont d'un côté, « le droit de tout être humain à prendre soin des enfants » et de l'autre, « le droit des femmes à mener leur profession à égalité avec les hommes ». La législation était orientée vers un double objectif : fournir aux parents des institutions pour garder les enfants et accorder également au père et à la mère des congés parentaux. L'augmentation de l'offre de garde pour les jeunes enfants a entraîné une augmentation de la durée du travail des femmes : le pourcentage du temps partiel a baissé et les horaires de temps partiel se sont allongés. Cependant, la récession économique a obligé à retarder ces mesures très coûteuses. De plus, les mœurs veulent que les pères fassent moins usage que les mères des congés parentaux. Enfin, le retour de l'idéologie libérale individualiste a mis en question cette intrusion de l'Etat dans la vie familiale. Tant et si bien que le « modèle suédois » est en crise et que certains se demandent s'il n'a pas été une simple « parenthèse historique ».

Comme le montre Marie Wierink dans l'article qui suit, les Pays-Bas se distinguent plus par la notion de « combinaison » que celle de conciliation famille-emploi. Si la réglementation (droit à l'adaptation du temps de travail) et la discussion politique et médiatique autour du partage et de l'équilibre des charges professionnelles et privées avancent, en revanche, dans les faits, l'évolution de la répartition des tâches provient essentiellement de l'augmentation du travail des femmes et de la

diminution corrélative du temps domestique, ce qui, combiné à une très légère augmentation de la participation masculine, conduit à réduire l'écart entre les hommes et les femmes.

Ainsi la comparaison entre la France et les trois autres pays catholiques conduit Sirius à la conclusion paradoxale que l'emploi à temps complet est favorable à la natalité et que l'Eglise catholique n'a aucune influence sur ses ouailles. Paradoxe qui ne trouve pas son explication dans la politique familiale proprement dite, qui certes varie d'un pays à l'autre, mais n'est jamais apte à payer les frais d'un enfant. En revanche la garde des jeunes enfants peut contribuer à résoudre la contradiction : crèches, jardins d'enfant, écoles maternelles, colonies de vacances déchargent les mères qui quittent leur foyer pour aller au travail, sans compter les voisines et les grands-mères qui demeurent les aides les plus fréquentes, et meilleur marché.

Ainsi le postulat de C. Hakim se trouve vérifié et reformulé en plusieurs scolies :

— la mère française ou scandinave veut avoir un emploi à plein temps, si possible une carrière et veut aussi avoir deux enfants, elle juge que pour être mieux socialisés, les enfants dès le plus jeune âge doivent se frotter à leurs congénères. Pour répondre à ces trois exigences les pouvoirs nationaux et municipaux multiplient les crèches, un ministère des écoles maternelles est créé et tous les enfants français sont scolarisés à trois ans, les plus jeunes de tous les pays. Tous services qui sont en tout ou en partie aux frais du contribuable, reste que le mercredi les enfants, petits et grands, doivent être surveillés et occupés. Depuis quelques années, le nombre des emplois à temps partiel s'est multiplié, mais c'est un temps partiel long de quatre jours sur cinq et non un temps partiel court, ou très court comme chez les Anglaises ;

— la mère allemande pense que son devoir de mère l'oblige à s'occuper de ses enfants chez elle, et que seuls des parents indignes, ou contraints par de trop faibles ressources, peuvent se séparer toute la journée de leur bébé ou de leur enfant de moins de six ans quand il entre à l'école primaire qui, en outre, ne le retient que pendant la moitié de la journée, même si le salaire du mari est élevé. Il est clair que ne pas avoir d'enfant ou se limiter à l'enfant unique est donc rationnel... même si on n'a pas d'emploi ;

— la mère hollandaise partageait la mentalité de sa voisine germanique jusqu'à une date récente ; puis se mettant en tête de se porter sur le marché du travail comme la Française, elle obtint de son employeur un emploi à temps partiel, puis elle mena son conjoint à partager les tâches ménagères et éducatives, ce qui logiquement amène le conjoint à chercher, lui aussi, un temps partiel. Les institutions parascolaires religieuses et municipales se sont multipliées et le congé parental a été étendu aux pères comme en Suède.

La mère anglaise poursuit ses habitudes traditionnelles de la classe ouvrière : travailler jusqu'à la première naissance puis cesser de travailler ou travailler à très faible temps, pour reprendre un temps complet lorsque les enfants sont élevés.

La « mama » ligure se consacre tout entière à son foyer, à son homme, à son enfant unique, et éventuellement à ses vieux parents. Elle garde son fils ou sa fille à la maison jusqu'à trente ans et elle offre à sa maisonnée une qualité de service domestique qu'aucune autre européenne ne peut plus offrir (sauf la Catalane et la Bavaroise), ce qui explique que la jeunesse dure si longtemps en Italie et que les jeunes restent si tardivement au foyer familial alors que les jeunes Français le quittent dès qu'ils le peuvent pour avoir leur indépendance. Les Français restent stupéfaits de voir que leurs voisins Allemands et Italiens n'ont pas l'air d'être préoccupés par cette menace pourtant mortelle. Récemment, le Ministre-président de Bavière a sonné le tocsin et annoncé la mise en place d'une politique nataliste ; il a parlé de « payer » les enfants, mais il n'a pas parlé des institutions de garde des nourrissons et des enfants, de la journée scolaire... Toutes mesures qui sont, semble-t-il, plus efficaces que l'argent. Encore faut-il aussi que les femmes changent de mentalité pour quitter leur foyer et aller travailler.

Ce petit détour rapide par les pays voisins et quelque peu caricatural était nécessaire pour comprendre qu'un même problème, qui se pose à toutes les familles en Europe, trouve des solutions variées en fonction des mœurs coutumières et des systèmes de valeurs de chaque pays, et même de chaque région. Les chefs d'entreprise et les gouvernements répondent aux exigences que formulent les femmes comme l'a bien analysé C. Hakim. Reste la question de savoir pourquoi les Françaises les premières concurent l'ambition de sortir de leur foyer pour aller travailler à l'extérieur et disposer de leurs ressources financières personnelles ; pourquoi elles ressentirent si massivement le besoin de l'existence sociale autonome que donne le travail et le salaire ; alors que les autres Européennes, à l'exception des Suédoises, ont attendu la fin du siècle pour amorcer une évolution analogue. C. Hakim avance l'hypothèse que la Française a toujours eu une position plus indépendante, plus politique que ses consœurs européennes. Ce qui pourrait s'expliquer par la force de la vie politique locale. Après tout, les femmes ont été décisives dans les journées révolutionnaires. Ce qui expliquerait aussi que les mouvements féministes n'avaient jamais connu en France l'ampleur et les excès qu'ils ont manifesté dans les pays à dominante protestante. Que les femmes n'aient toujours pas investi l'arène politique montre à quel point notre classe politique est débranchée de la vie de la société qu'elle prétend gouverner. Malgré ce bouleversement de la condition féminine, il n'en demeure pas moins que notre société n'a pas encore trouvé la solution pour que les femmes puissent faire carrière comme les hommes tout en assumant leur rôle

maternel en se déchargeant des tâches domestiques et prennent une part toujours plus active à la vie culturelle. Le conflit entre emploi et vie domestique qui déchire la vie de toutes les mères n'est toujours pas résolu malgré les trente cinq heures, les emplois à temps partiel, les crèches, les écoles et les colonies de vacances, et *last but not least* les grands-parents. Ce conflit non résolu fait que les femmes demeurent en déséquilibre, ce qui les rend plus ouvertes au changement que les hommes.

